



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-26022>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95**

Annonce n° **26-26022**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Accord-cadre pour la mise à disposition d'une plateforme de digital asset management en mode SaaS et prestations associées

**Description** : Accord-cadre pour la mise à disposition d'une plateforme de digital asset management en mode SaaS et prestations associées

**Identifiant de la procédure** : 004b2d59-f2ce-4320-8b50-deab044a91e9

**Avis précédent** : 582345-2025

**Identifiant interne** : DICOM-2025-012

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

**Principales caractéristiques de la procédure** : L'accord-cadre porte sur la mise à disposition d'une solution de digital asset management (DAM), outil central et unique de gestion des médias numériques, afin de permettre l'accès du public et des agents à toutes les catégories de productions numériques de la Délégation à l'information et à la communication (DICOM) ainsi qu'au patrimoine audiovisuel du MASA. Grâce au recours au mode SaaS, la maintenance, l'exploitation et l'hébergement de la solution sont inclus dans l'abonnement auquel souscrit le ministère. Le présent accord-cadre couvre également les prestations de mise en œuvre, de paramétrage et d'accompagnement associées. La nouvelle solution doit permettre, le cas échéant, d'assurer la continuité avec la solution actuelle grâce au paramétrage lors de sa mise en place. Elle doit également permettre de perfectionner la qualité de service, par la mise en œuvre d'éventuels développements évolutifs à la demande de l'acheteur ou du titulaire. Il doit

s'agir d'une plateforme unique permettant de stocker, rechercher, partager et diffuser les productions numériques du ministère, dans le respect des exigences techniques définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes. Cet outil s'inscrit en cohérence avec l'objectif de transformation numérique de l'administration dans le cadre du plan action publique 2022, au bénéfice des usagers comme des agents, par une large ouverture des données et la mise à disposition d'un environnement de travail modernisé.

#### 2.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 72500000 Services informatiques

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Pays :** France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires :** Les prestations seront principalement exécutées depuis les locaux du titulaire de l'accord-cadre. Les réunions prévues en présentiel se tiendront dans les locaux de l'acheteur sur le site de Varenne à Paris.

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 235,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** L'accord-cadre n'est pas alloti. Le non allotissement se justifie par l'interdépendance entre les prestations attendues dans le cadre de la présente consultation (mode SaaS), et la complexité technique qu'engendrerait un découpage en lots au regard notamment des questions de propriété intellectuelle sur la solution retenue. L'accord cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est mono-attributaire. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 235 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre, reconductions incluses. L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur. L'accord cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois hors reconductions éventuelles. L'accord-cadre prend effet à compter du 25 novembre 2025, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quarante-huit (48) mois. Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Sans objet

**Droit transnational applicable :** Sans objet

## Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Mise à disposition d'une plateforme de digital asset management en mode SaaS et prestations associées

**Description** : Mise à disposition d'une plateforme de digital asset management en mode SaaS et prestations associées

**Identifiant interne** : DICOM-2025-012

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 72500000 Services informatiques

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Pays** : France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 12 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 3

**Autres informations sur le renouvellement** : L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quarante-huit (48) mois.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 235,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)** : oui

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : La prévention et la réduction de la pollution

**Objectif social promu** : Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

#### 5.1.8 Critères d'accessibilité

Des critères d'accessibilité pour les personnes handicapées sont appliqués

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Nom** : Prix

**Description** : Le critère prix est évalué sur la base d'un scénario-type (non contractuel) transmis en annexe du règlement de la consultation.

**Catégorie du critère d'attribution seuil** : Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution** : 30

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : Analyse fonctionnelle

**Description** : 5 sous-critères: interface, ergonomie (10%) ; qualité de la structuration et de la gestion des médias (10%) ; qualité du traitement des données (10%) ; qualité du moteur de recherche et du thésaurus (10%) ; qualité des statistiques et analyses des flux (5%).

**Catégorie du critère d'attribution seuil** : Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution** : 45

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : Analyse technique

**Description** : 3 sous critères : hébergement des assets en mode SaaS, conservation et qualité de la disponibilité des données, présentation de l'architecture de diffusion du candidat (CDN) et performances en matière de capacités (5%) ; présentation du support, de la maintenance et de la mise à jour de l'outil (5%) ; présentation des modalités de réponse aux exigences de sécurité (5%).

**Catégorie du critère d'attribution seuil** : Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution** : 15

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : Développement durable

**Description** : 2 sous-critères : volet environnemental apprécié au vu de la démarche écoresponsable de la solution SaaS utilisée (5%) ; volet social apprécié au vu de l'engagement du candidat à confier une partie des prestations au secteur du Handicap (5%).

**Catégorie du critère d'attribution seuil** : Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution** : 10

### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, avec remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Informations relatives aux délais de recours :** Concernant les voies et délais de recours, il est possible d'exercer devant le tribunal administratif compétent : - un référé précontractuel, avant la conclusion du contrat, qui se fera dans un délai de 11 jours à compter de la date d'envoi de la notification du rejet de la candidature ou de l'offre (articles L.551-1 à L.551-4 du code de justice administrative-CJA) ; - un référé contractuel après la conclusion du contrat (articles L.551-13 à L.551-23 du CJA) dans un délai soit de : \* 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat \* ou de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; - un recours pour excès de pouvoir (REP) dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision déclarant le marché sans suite ou infructueux (articles R.421-1 à R.421-7 du CJA) ; - un recours de plein contentieux (RPC) sur le fondement de la décision Tarn et Garonne (Conseil d'État du 4 avril 2014 n° 358994) dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Les RPC et REP peuvent être accompagnés d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation dont le budget est utilisé pour payer le marché :** Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

**Organisation qui exécute le paiement :** Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

**Organisation qui signe le marché :** Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

## Section 6 - Résultats

**Valeur maximale des accords-cadres dans cet avis :** 235,000 Euro

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 235,000 Euro

**6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel :** Einden

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** DICOM-2025-012

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0001

**Valeur de l'offre** : 163,500 Euro

**L'offre a été classée** : oui

**Place sur la liste des lauréats** : 1

**L'offre est une variante** : non

**Sous-traitance** : Non

**Informations relatives au marché** :

**Identifiant du marché** : DICOM-2025-012

**Date à laquelle le lauréat a été choisi** : 16/02/2026

**Date de conclusion du marché** : 10/03/2026

**Organisation qui signe le marché** : Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues** :

**Type de soumissions reçues** : Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues** : 4

**Éventail d'offres** :

**Valeur de l'offre recevable la plus basse** : 163,500 Euro

**Valeur de l'offre recevable la plus élevée** : 285,960.28 Euro

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

**Numéro d'enregistrement** : 11007001800012

**Département** : Paris

**Adresse postale** : 78, rue de Varenne

**Ville** : Paris 07 sp

**Code postal** : 75349

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Alain HUIN

**Adresse électronique** : bcpa.sdlp.safsl.sg@agriculture.gouv.fr

**Téléphone** : +33 149556086

**Adresse internet** : <https://agriculture.gouv.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui signe le marché**

**Organisation dont le budget est utilisé pour payer le marché**

**Organisation qui exécute le paiement**

#### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement** : 17750005500013

**Département** : Paris

**Adresse postale** : 7 rue de Jouy

**Ville** : Paris cedex 4

**Code postal** : 75181

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.taparis@juradm.fr

**Téléphone** : +33 144594400

**Télécopieur** : +33 144594646

**Adresse internet** : <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Einden

**Taille de l'opérateur économique** : Micro, petite ou moyenne

**Numéro d'enregistrement** : 421 023 151 00044

**Adresse postale** : 211 avenue de Paris

**Ville** : Poitiers

**Code postal** : 86000

**Subdivision pays (NUTS)** : Vienne ( FRI34 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : info@einden.fr

**Téléphone** : +33 5 86 16 06 66

**Adresse internet** : <https://www.ephoto.fr/einden/a-propos/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.ephoto.fr/einden/a-propos/>

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001

**Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 75a083dc-d3b9-4df2-8670-b3826387d029 - 01

**Type de formulaire** : Résultats

**Type d'avis** : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 12/03/2026 à 16:44

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 12/03/2026